

Libération immédiate des interpellé-e-s du 22 mai !

Le mardi 22 mai était une date de mobilisation nationale dans la fonction publique, à laquelle se sont joint-e-s les étudiant-e-s et cheminot-e-s en grève. Outre la réussite de cette journée qui a de nouveau montré que partout la colère gronde contre la politique gouvernementale, on retiendra que **la répression a franchi un nouveau cap, avec l'arrestation d'une centaine de personnes souhaitant tenir une Assemblée Générale contre Parcoursup** dont une grande partie de mineur-e-s.

A Paris, après une manifestation ayant connu de nombreuses charges de CRS sans justifications, des lycéen-ne-s et quelques étudiant-e-s ont voulu tenir une assemblée générale dans le lycée Arago. Il n'en a pas fallu plus au recteur pour demander l'intervention de la police, qui a embarqué une centaine de personnes, dont une large majorité de mineures. Leur tort ? Vouloir se réunir pour discuter de la suite à donner au mouvement, quelques heures après l'annonce par la ministre Frédérique Vidal des premiers résultats de Parcoursup : la moitié des candidat-e-s sans aucune réponse positive immédiate (et combien avec des réponses positives parmi leurs choix "par défaut" ?).

Les conditions dans lesquelles ils et elles ont été détenues sont tout à fait inacceptables : manque de respect de leurs droits, plusieurs heures passées dans un bus dans l'attente d'un éventuel placement en garde à vue (sans possibilité de boire ou d'uriner), placement qui leur a été notifié plus de 5 heures après leur arrestation (alors qu'il doit l'être sous 4 heures) ... Sans parler des multiples fouilles et palpations injustifiées.

De plus, les parents des interpellé-e-s mineur-e-s n'ont nullement été prévenus alors que la loi oblige la police à le faire. Certains parents ignoraient encore 24 heures après les arrestations où étaient leurs enfants.

Alors que le motif de leur arrestation est relativement insignifiant, leur garde à vue a été prolongée de 24 heures supplémentaires. Des témoins sur place rapportent que les ordres de la prolongation viendraient de "beaucoup plus haut" que les commissariats. **Cet acharnement disproportionné sur des lycéen-ne-s, étudiant-e-s et leurs soutiens sont d'autant plus de preuves de la fébrilité de ce gouvernement qui ne trompe plus personne.**

Nous demandons la libération de tout-e-s les interpellé-e-s et l'abandon de toutes les charges. Nous demandons en outre que la lumière soit faite sur les raisons de telles pratiques. Bien que la dérive autoritaire du gouvernement soit déjà établie (entre autres au travers la loi Asile et immigration ou de la loi anti-terroriste), ce nouveau pas franchi l'enfonce dans son indignité.

Notre fédération apporte tout son soutien aux interpellé-e-s et à leurs familles.

Que craint donc le gouvernement pour déployer un tel appareil répressif ? Que les lycéen-ne-s se rendent compte des dangers de Parcoursup et de la loi Vidal, qu'ils et elles décident de s'organiser pour y répondre ?

Solidaires étudiant-e-s, syndicats de luttes

Porte-parolat : 06.86.80.24.45

<http://www.solidaires-etudiant-e-s.org/>

contact@solidaires-etudiant-e-s.org